

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/L-Europe-pourrait-rater-le-train-latinoamericain-a-cause-de-sa-cecite-neocoloniale>

L'Europe pourrait rater le train latinoaméricain à cause de sa cécité néocoloniale.

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mardi 5 décembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Raúl Zibechi

[La Jornada](#). Mexique, le 10 novembre 2006.

[Leer en español](#)

La perte de légitimité du modèle néolibéral et le déclin de l'hégémonie états-unienne ouvrent en Amérique Latine une nouvelle conjoncture dans laquelle s'intensifient les heurts et les conflits entre puissances globales et régionales pour jouer un rôle actif dans le futur immédiat du continent. Le récent 36^e Sommet "ibéro"-américain, qui s'est tenu à Montevideo, a été le théâtre de ces luttes dans lesquelles l'Espagne tente de se positionner à la tête d'une communauté "ibéro"-américaine, alors que le Brésil cherche à faire échouer les prétentions hégémoniques européennes au profit de l'intégration régionale sud-américaine.

A cette occasion, ni plus ni moins que huit présidents manquaient à l'appel. L'absence la plus remarquée fut celle de Luiz Inacio Lula da Silva, qui a donné sa fatigue comme prétexte suite à son épuisante campagne électorale. S'y sont ajoutés Hugo Chávez et le Péruvien Alan García, et plusieurs présidents d'Amérique centrale. La presse espagnole a considéré le sommet comme un « échec » ; elle a accusé le gouvernement brésilien de « mépriser » la réunion et Lula de « se faire photographier à la plage au lieu d'assister à une réunion dont la date avait été changée uniquement pour lui » (El Mundo, 6/11/06). La droite régionale a estimé que l'absence de Lula était due à son refus d'occuper « une place secondaire », au fait qu'il n'était pas disposé à prendre position dans le conflit sur les entreprises de papier entre l'Argentine et l'Uruguay et que ce ne serait pas le « bon moment pour fraterniser avec Evo Morales et Kirchner, et encore moins pour assister en silence aux *shows* de Chavez » (El Universal, 5/11/06)

D'autres médias ont été plus prudents et ont rappelé qu'il s'agissait d'un différend politique, économique et commercial. Clarín, qui n'a rien d'innocent dans ce différend, a mis le doigt là où ça fait mal : « L'Espagne a connu une accumulation notoire de capital ces dernières années ; son Produit Intérieur Brut (PIB) a dépassé le milliard de dollars, ce qui lui permettrait d'entrer au G8. Et l'Amérique latine a contribué à ce processus, dans des secteurs comme l'eau, le pétrole, la finance et la téléphonie » (6/11/06). Ce qui est certain, c'est que la diplomatie brésilienne a fait son choix et a donné la priorité au sommet de la Communauté Sud-américaine des Nations (CSN) qui se tiendra en Bolivie les 8 et 9 décembre, sur une réunion ibéro-américaine destinée à renforcer le rôle espagnol sur le continent.

Divers analystes affirment qu'à partir de la signature du traité de libre-échange entre le Canada les Etats-Unis et le Mexique (ALENA), l'Union européenne a modifié sa vision des relations avec l'Amérique Latine. Braulio Moro soutient dans Les intérêts des transnationales européennes en Amérique latine que la perte du marché mexicain et la généralisation possible de cette situation au reste du continent ont amené les Etats européens à soutenir leurs multinationales dans leurs tentatives d'atténuer les accords de libre-échange en se tournant vers la « concertation politique, la coopération économique et l'association économique ».

Depuis 1992, l'Espagne a réalisé 50% des investissements européens en Amérique latine et se situe aujourd'hui au deuxième rang derrière les Etats-Unis. Les investissements sur notre continent font partie du processus de restructuration engagé par les grands groupes économiques espagnols pour mieux se positionner face à la concurrence. La particularité de ces investissements est qu'ils privilégient le secteur des services (télécommunications, énergie et banque), alors que les Anglais et les Français s'installent dans l'industrie ; 85% sont concentrés en Argentine (qui absorbe 42% du total des investissements espagnols), au Mexique et au Brésil et leur fer de lance est la banque privée. En effet, Bilbao Vizcaya (BBVA) et Santander Central Hispano (SCH) contrôlaient, en 2002, 22% des dépôts de la région, 40% des fonds de pension et 15% des fonds d'investissement. Et ces chiffres continuent à augmenter.

L'Europe pourrait rater le train latinoaméricain à cause de sa cécité néocoloniale.

Créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur ou l'Amérique latine est vital pour l'expansion du capitalisme européen. Felipe González, l'ex-chef de gouvernement espagnol, semble avoir compris que pour la santé du capital européen, il est indispensable de bombarder l'intégration régionale naissante. Au cours de la conférence annuelle du [Club de Madrid](#), d'après les propos recueillis par l'Agence Mega 24 (21/10/06), González a qualifié le Gazoduc du Sud entre le Venezuela et la Patagonie argentine, pièce maîtresse de l'intégration énergétique, de « plaisanterie », et a assuré qu'« il ne se réalisera pas ». A la même rencontre, l'économiste en chef de la société pétrolière Repsol YPF, Antonio Merino, a critiqué les « nationalismes énergétiques » qui rendent plus difficiles les « processus d'investissement ». Tous les deux ont exprimé leur préoccupation que l'intégration régionale puisse mettre en difficulté la continuité de l'accumulation du capital européen.

Cela a été une des principales préoccupations du cinquième Forum ibéro-américain, qui s'est tenu fin octobre (quelques jours avant le sommet de Montevideo) à Cartagena de Indias (Colombie), impulsé par Felipe González, auquel a assisté la fine fleur du capital européen : Ana Patricia Botín, présidente de Banesto, le principal actionnaire de Santander, qui est lui-même le deuxième groupe financier européen ; Manuel Pizarro, président du Groupe Endesa, la multinationale espagnole de l'électricité, et Jesús de Polanco, président du groupe de presse Prisa, qui édite entre autres El País. Y ont assisté également Carlos Slim Helú [puissant milliardaire mexicain, ndr] et Gustavo Cisneros, magnat des médias vénézuéliens. L'une des principales préoccupations de ce « dialogue entre puissants » a été, d'après l'expression d'Enrique Iglesias, président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), que l'Amérique Latine doit devenir une « réserve énergétique alternative » face à l'effondrement imminent de l'économie basée sur le pétrole.

Lula a refusé de cautionner par sa présence les prétentions espagnoles, de même que Chávez et Kirchner, lequel est resté à peine quelques heures à Montevideo. En décembre, à La Paz, la Bolivie pourra intégrer le Mercosur et l'intégration régionale pourra faire un autre pas important en avant.

Traduction : Marie-José Cloiseau, pour le [RISAL](#).